
Dossier



Origine et insertion des jeunes sans diplôme

Béatrice Le Rhun, Daniel Martinelli, Claude Minni, Isabelle Recotillet*

La part des jeunes sortant de formation initiale sans diplôme s'est stabilisée autour de 17 % depuis le milieu des années 1990. Ces jeunes sont plus souvent que les autres issus de milieux défavorisés ou de l'immigration. Ils s'insèrent dans des conditions différentes selon leur niveau d'études, les sortants de terminale trouvant plus facilement un emploi que les jeunes ayant arrêté leurs études au collège ou en cours de cursus préparant au CAP-BEP. Toutes choses égales par ailleurs, les origines sociales et nationales de ces jeunes influent sensiblement sur leur niveau d'études mais aussi sur leur insertion à niveau d'études donné. Sept ans après la fin de leur formation initiale, la situation professionnelle des jeunes sans diplôme n'est souvent pas encore stabilisée. Un quart d'entre eux reprennent des études après être entrés dans la vie active et obtiennent un diplôme. Ce diplôme, généralement obtenu un à trois ans après la sortie, leur permet d'améliorer nettement leurs perspectives professionnelles.

La hausse du chômage des jeunes de 1975 à 1985 et les besoins en personnel qualifié ont amené les pouvoirs publics à développer l'offre de formations secondaires. La durée des études s'est progressivement allongée et la part des sortants sans diplôme a diminué. Au début des années 1990, 30 % des jeunes quittaient l'école sans diplôme. Entre 2002 et 2011, le niveau de formation s'est stabilisé. Pendant cette période, 17 % en moyenne des jeunes sortant de formation initiale n'ont pas obtenu de diplôme, 41 % ont été diplômés de l'enseignement secondaire (baccalauréat, CAP ou BEP) et 42 % diplômés du supérieur (*figure 1*).

Les sortants sans diplôme ont arrêté leur formation initiale à différents niveaux d'études, avec des connaissances, des compétences et des réseaux différents. Sur la période 2002-2011, la moitié a terminé ses études en classe de terminale générale, technologique ou professionnelle ou en dernière année de CAP-BEP. Un quart ont quitté l'école en seconde, en première ou avant la dernière année de CAP-BEP. Un quart ont terminé leur scolarité à l'issue d'une classe de collège (*encadré 1*).

* Isabelle Recotillet, Céreq ; Claude Minni, Dares ; Béatrice Le Rhun, Depp ; Daniel Martinelli, Insee.

1. Caractéristiques des sortants de formation initiale selon leur niveau de sortie

en %

	Caractéristique des sortants				
	Part parmi les sortants	Part des garçons	Âge médian de sortie d'études initiales (ans)	Part des enfants dont le père est cadre ou occupe une profession intermédiaire	Part d'immigrés ou d'enfants d'immigrés ¹
Caractéristiques des jeunes selon le niveau de diplôme					
Diplômés du supérieur	42	44	23	50	19
Diplômés du baccalauréat	24	48	21	30	18
Diplômés de CAP-BEP	17	56	20	18	18
Non-diplômés	17	63	19	14	27
Ensemble tous niveaux de diplôme	100	50	21	34	20
Caractéristiques des non-diplômés selon la classe de sortie					
Terminale générale, techno. ou pro.	20	53	20	21	28
Dernière année CAP-BEP	30	66	19	12	26
Seconde ou première générale, techno. ou pro.	13	59	19	23	30
Première année CAP-BEP	12	65	18	7	32
Troisième	18	65	17	12	21
Inférieure à la troisième	7	70	18	8	19
Ensemble non-diplômés	100	63	19	14	27

1. Question introduite dans l'enquête Emploi en 2005 ; données disponibles sur l'échantillon complet à partir de 2007.

Champ : France métropolitaine, sortants de formation initiale entre 2002 et 2011.

Lecture : 44 % des jeunes sortants de formation initiale diplômés de l'enseignement supérieur entre 2002 et 2011 sont des garçons, contre 63 % des jeunes sortants sans diplôme.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2003-2012.

Les jeunes quittant l'école sans diplôme sont souvent des garçons issus de milieux défavorisés

Entre 2002 et 2011, 63 % en moyenne des jeunes quittant l'école sans diplôme sont des garçons. La part de ces derniers parmi les sortants de formation initiale diminue lorsque le niveau de formation s'élève : 56 % des diplômés sortis après un CAP ou un BEP sont des garçons, 48 % des bacheliers et 44 % des diplômés du supérieur. À leur sortie de formation initiale, les jeunes sans diplôme sont un peu plus jeunes que les sortants diplômés du secondaire, mais l'écart est relativement faible car les sortants non diplômés ont plus souvent redoublé.

La baisse du nombre de sans-diplôme depuis trente ans s'est accompagnée d'une masculinisation de ces derniers et d'une hausse de l'âge de sortie. Parmi les jeunes quittant leur formation initiale sans diplôme, la moitié était des garçons au cours des années 1980, 55 % au cours des années 1990 et 60 % à partir de la fin des années 1990. L'âge médian des sortants sans diplôme a augmenté de 2 ans depuis 1980.

Les sortants quittant le lycée après la seconde, la première ou la terminale alors qu'ils avaient entamé un cycle menant directement au baccalauréat ont un profil en matière de sexe et d'âge assez proche de celui des titulaires de CAP-BEP. Les sortants de CAP-BEP sans diplôme se distinguent en revanche des titulaires de CAP-BEP diplômés : 66 % des sans-diplôme sont des garçons contre seulement 56 % des diplômés. Les sortants de niveau collège sont également souvent des garçons, en particulier lorsqu'ils ont arrêté leurs études avant la troisième (70 % de garçons).

Parmi les sortants sans diplôme, 14 % ont un père occupant ou ayant occupé un emploi de cadre ou une profession intermédiaire, contre 25 % des diplômés de l'enseignement secondaire et 50 % des diplômés du supérieur. Plusieurs éléments peuvent expliquer ce phénomène dont les

Encadré 1

Sources et concepts

Les sans-diplôme regroupent les jeunes sortant de formation initiale sans aucun diplôme ou possédant le brevet des collèges. La fin des études initiales correspond à la première interruption des études durant un an ou plus.

L'enquête Emploi et ses concepts

Entre 2003 et 2012, l'enquête Emploi de l'Insee a été réalisée sur la France métropolitaine, hors personnes vivant en communauté. 70 000 personnes âgées de 15 ans ou plus répondaient chaque trimestre jusqu'en 2008 et, après augmentation de l'échantillon, on en compte 105 000 depuis début 2010.

L'ancienneté depuis la fin des études est appréhendée ici en années par différence entre l'année d'enquête et celle de fin de formation initiale. Les niveaux de diplôme et d'étude sont les plus hauts détenus à la date de l'enquête. Les actifs rassemblent les actifs occupés et les chômeurs au sens du BIT. Les actifs occupés sont les personnes ayant exercé une activité rémunérée au cours de la semaine précédant l'interrogation. Les enquêtés qui recherchent activement un emploi et qui sont disponibles pour travailler sont classés comme chômeurs au sens du BIT. Ceux qui ne sont ni actifs occupés ni chômeurs sont inactifs. Le taux d'activité des sortants du système éducatif (respectivement taux d'emploi) est le rapport du nombre d'actifs (respectivement actifs occupés) à la population totale. Le taux de chômage est le rapport du nombre de chômeurs au nombre d'actifs. Les contrats temporaires regroupent les missions d'intérim, les CDD du privé et du public, y compris les emplois aidés en CDD.

Les actifs en emploi sont répartis selon leur groupe social tel que défini dans la nomenclature PCS (professions et catégories socioprofessionnelles).

On distingue en plus, au sein des ouvriers et des employés, les qualifiés et les non-qualifiés.

Les immigrés sont les personnes nées étrangères à l'étranger et les descendants d'immigrés sont les personnes non immigrées dont au moins un des deux parents est immigré. Les questions permettant de repérer les descendants d'immigrés ne sont posées que depuis le 1^{er} trimestre 2005 dans l'enquête Emploi. L'échantillon étant renouvelé par sixième tous les trimestres, l'information n'est disponible sur l'échantillon complet qu'à partir de l'année 2007. En revanche, les modèles utilisent cette information à partir de 2005, pour les vagues où elle est disponible.

Les enquêtes Génération et leurs concepts

Les enquêtes Génération du Céreq permettent de suivre l'insertion professionnelle des jeunes. L'enquête Génération 2004 a comporté trois interrogations successives (2007, 2009, 2011) réalisées auprès de 33 000 sortants de formation initiale en 2004, issus d'un établissement de formation de France métropolitaine et âgés de moins de 35 ans. En 2009, environ 16 000 jeunes ont accepté de répondre au questionnaire d'enquête. En 2011, ils étaient un peu plus de 12 000. L'analyse porte sur les jeunes ayant répondu à toutes les interrogations.

Les situations d'emploi, de chômage et d'inactivité sont fondées sur une déclaration de la situation professionnelle par l'enquêté et s'écartent donc de la définition du BIT. Pour chaque mois depuis la fin des études initiales, le jeune déclare sa situation principale : en emploi, sans emploi mais en recherchant un, sans emploi mais n'en recherchant pas, en formation, en reprise d'études à temps plein dans un établissement scolaire ou universitaire.

ressources financières, le capital culturel, la moindre connaissance du monde de l'éducation. Les sortants non diplômés sont plus souvent immigrés ou enfants d'immigrés : c'est le cas de 27% d'entre eux contre 20% de l'ensemble des sortants. Ils sont notamment 22% à être immigrés ou enfants d'immigrés non européens contre 15% parmi l'ensemble des sortants.

Les sortants sans diplôme qui ont préparé un baccalauréat ont plus souvent un père cadre ou occupant une profession intermédiaire que les autres non diplômés (21% contre 12% des sortants d'année terminale de CAP-BEP ou de troisième). Les sortants de première année de CAP-BEP ou de classes inférieures à la troisième ont très rarement un père cadre ou exerçant une profession intermédiaire (7% à 8%).

Parmi les jeunes sans diplôme, ceux qui sortent de terminale s'insèrent moins difficilement que les autres

Les jeunes sortant sans diplôme du système éducatif ont de grandes difficultés à s'insérer sur le marché du travail. L'insertion des jeunes est analysée dans cette partie et dans la suivante grâce aux données issues des enquêtes Emploi de l'Insee. Un à quatre ans après la fin des études, une grande partie d'entre eux connaissent le chômage ou la précarité pendant la période observée (2003-2012). En moyenne, durant cette période, un quart des jeunes sans diplôme sont inactifs contre seulement 8% des diplômés. Parmi les jeunes actifs, 42% des sans-diplôme sont au chômage contre 14% des diplômés (figure 2). Au total, seulement 44% des jeunes sans diplôme ont un emploi contre 79% des jeunes possédant au moins un CAP ou un BEP. Lorsqu'ils occupent un emploi, ils sont plus souvent en contrat temporaire que les diplômés et travaillent plus fréquemment à temps partiel. La majorité des jeunes sans diplôme qui ont un emploi sont ouvriers ou employés non qualifiés (57%) contre seulement 19% des jeunes diplômés. Les jeunes non diplômés travaillent souvent comme employé non qualifié dans les hôpitaux, le commerce, l'hôtellerie-restauration ou comme aides à domicile. Lorsqu'ils sont ouvriers non qualifiés, ils sont manutentionnaires, travaillent dans le tri, l'emballage, le bâtiment ou l'assainissement.

2. Indicateurs sur l'entrée dans la vie active des jeunes selon leur niveau de formation en %

	Taux d'activité	Taux de chômage BIT	Parmi ceux qui ont un emploi :		
			part des emplois à durée limitée	part des emplois à temps partiel	part des emplois non qualifiés
Diplômés					
Diplômés du supérieur	94,4	9,6	23,7	9,9	7,0
Baccalauréat	88,6	16,4	35,3	18,4	29,4
CAP-BEP de la production	93,2	21,7	36,0	8,5	39,6
CAP-BEP des services	86,0	26,6	42,6	30,8	50,5
Non-diplômés selon la classe de sortie					
Terminale générale, technologique ou professionnelle	82,0	27,8	37,7	24,7	45,0
Seconde ou première générale, technologique ou professionnelle	82,0	41,9	49,1	23,4	60,9
Dernière année CAP-BEP	71,3	42,3	46,7	22,3	55,7
Première année CAP-BEP	68,2	48,9	52,4	25,9	61,1
Troisième	71,3	55,1	56,6	30,8	66,3
Avant la troisième	57,5	47,5	39,7	19,5	72,1
Ensemble sortis depuis 1 à 4 ans	89,3	17,7	30,8	14,5	22,7
Ensemble diplômés	91,9	14,2	29,3	13,5	19,2
Ensemble non-diplômés	74,8	41,7	46,2	24,4	56,9

Champ : France métropolitaine, jeunes sortis depuis un à quatre ans de formation initiale.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2003-2012.

Par rapport à 1990, la situation des jeunes sans diplôme apparaît très détériorée en 2012 : entre un et quatre ans après la fin de leurs études initiales, le taux de chômage des jeunes sans diplôme s'est fortement accru, passant de 29 à 47%, alors que celui des diplômés a peu augmenté, passant de 18% à 20% (voir *fiche 2.2* notamment). Les débutants sans diplôme sont moins nombreux aujourd'hui et le marché du travail est de plus en plus sélectif en faveur des jeunes ayant un diplôme, même peu élevé.

Les jeunes sans diplôme constituent cependant une catégorie hétérogène et le niveau d'études atteint joue sur leur insertion professionnelle. Les sortants de terminale entrent dans la vie active dans des conditions semblables à celles des titulaires de CAP-BEP des services. Entre 2003 et 2012, un à quatre ans après la fin des études, le taux de chômage des jeunes sortis de terminale sans baccalauréat (28%) est proche de celui des titulaires de CAP-BEP tertiaire (27%). Pour les sortants de terminale sans diplôme, les emplois occupés sont légèrement plus qualifiés que ceux

occupés par les titulaires de CAP-BEP tertiaire et ils travaillent moins souvent à temps partiel. Il est vrai que les titulaires de CAP-BEP tertiaires connaissent de longue date des difficultés à s'insérer sur le marché du travail.

Les jeunes sans diplôme n'ayant pas atteint la terminale s'en tirent nettement plus mal. Les jeunes actifs qui abandonnent en dernière année de CAP-BEP, après la seconde ou la première en lycée, sont massivement au chômage (42%). La majorité des emplois qu'ils occupent sont peu qualifiés et près de la moitié est à durée limitée. Les jeunes quittant l'école à l'issue de la troisième ou d'une année non terminale de CAP-BEP sont dans une situation pire encore : près de 30% sont inactifs et, parmi les actifs, plus de la moitié est au chômage. Parmi ces jeunes, au final, seul un tiers occupe un emploi. Il s'agit en majorité d'emplois à temps partiel.

Pour leur part, les jeunes qui arrêtent leurs études avant la troisième sont encore moins présents que les autres sur le marché du travail. Un peu plus de la moitié seulement sont actifs et, parmi les actifs, près de la moitié est au chômage. Lorsqu'ils occupent un emploi, les jeunes ayant quitté l'école avant la troisième ont essentiellement des postes d'employés ou d'ouvriers non qualifiés.

Depuis 2008, la crise a eu un impact différent sur les jeunes selon qu'ils sont diplômés ou non. Entre les périodes 2003-2007 et 2008-2012, le taux de chômage d'insertion (1 à 4 ans après la sortie de formation initiale) des jeunes diplômés est passé de 13 à 15%, celui des non-diplômés a augmenté plus nettement, passant de 38 à 46%. En outre, plus de jeunes sans diplôme se sont retirés du marché du travail, le taux d'activité des sans-diplôme régressant de trois points. Au total, 47% des jeunes sans diplôme occupaient un emploi entre 2003 et 2007 et seulement 40% entre 2008 et 2012. Par comparaison, chez les jeunes diplômés, la part de ceux qui ont un emploi a peu baissé entre les deux périodes, passant de 80 à 78%. Par ailleurs, les jeunes sans diplôme, lorsqu'ils travaillent, occupent plus souvent des emplois à temps partiel entre 2008 et 2012 qu'au cours de la période précédente (26% contre 23%).

À classe de sortie identique, l'insertion des non-diplômés issus de milieux défavorisés ou de l'immigration est plus difficile

De 1 à 4 ans après la fin de la formation initiale, le taux de chômage des non-diplômés dont l'origine sociale est la moins favorable à la réussite scolaire (père employé, ouvrier ou n'ayant jamais travaillé) est de 49% en moyenne sur la période 2008-2012 (période pour laquelle toutes les données descriptives sont disponibles). C'est dix points de plus que pour les autres non-diplômés (pères cadres supérieurs ou chefs d'entreprise, professions intermédiaires ou non-salariés). De même, le taux de chômage des non-diplômés immigrés ou descendants d'immigrés d'origine non européenne est nettement plus élevé que celui des Français d'origine (55% contre 43%).

Une partie de ces écarts s'explique par des différences dans les niveaux scolaires atteints par les non-diplômés à la sortie de la formation initiale. Mais, à niveau identique, des écarts significatifs demeurent. Ainsi, sur la période 2008-2012, le taux de chômage des sortants de terminale de 1 à 4 ans après la fin des études est de 36% pour ceux dont l'origine sociale est la moins favorable à la réussite scolaire, contre 29% pour ceux dont l'origine sociale est la plus favorable.

L'insertion des jeunes ne dépend donc pas seulement de leur niveau de sortie, mais aussi des caractéristiques individuelles telles que les origines sociale ou migratoire. Les origines sociales les moins favorables à la réussite scolaire sont également les moins favorables à la réussite sur le marché du travail. Toutes choses égales par ailleurs, sur les années 2005-2012, entre 1 et 4 ans

après la fin des études, la probabilité d'être actif dépend surtout du diplôme et, pour ceux qui n'en ont pas, du niveau de sortie (*figure 3*). Toutefois, les hommes et les femmes immigrés ou descendants d'immigrés d'origine non européenne sont, à autres caractéristiques comparables, moins souvent sur le marché du travail que les Français d'origine. Par ailleurs, les jeunes hommes dont le père est agriculteur ou ouvrier, sont plus souvent présents sur le marché du travail que les enfants d'employés et de cadres.

3. Facteurs explicatifs de l'insertion de 1 à 4 ans et de 5 à 10 ans après la fin des études

	Chances d'être actif de 1 à 4 ans après la fin des études		Risque d'être au chômage pour un actif		Chances d'être sur un poste qualifié pour un actif occupé	
	Hommes	Femmes	1 à 4 ans	5 à 10 ans	1 à 4 ans	5 à 10 ans
Taux de chômage général	0,94	0,97 ¹	1,19	1,11	0,93	0,98 ¹
Niveau d'études						
Diplômés du baccalauréat ou du supérieur	2,04	2,58	0,39	0,35	4,97	4,61
Diplômés d'un CAP ou BEP de la production	2,00	1,56	0,85	0,81	1,44	1,15
Diplômés d'un CAP ou BEP des services	1,38	1,38	n.s.	n.s.	n.s.	0,78
Non-diplômés sortant de :						
<i>terminale (générale, technologique ou professionnelle)</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
seconde, première générale, technologique ou professionnelle	0,40	0,62	1,92	1,71	0,84 ¹	0,77
dernière année de CAP-BEP	0,79	0,78	2,08	1,98	0,62	0,51
première année de CAP-BEP	0,39	0,43	2,81	2,33	0,68	0,44
troisième	0,43	0,54	3,71	2,87	0,47	0,40
inférieur à la troisième	0,27	0,27	2,18	2,44	0,46	0,31
Sexe						
Hommes	///	///	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
Femmes	///	///	1,05	1,26	0,82	0,54
Origine migratoire						
<i>Français d'origine</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
Immigrés d'origine européenne	n.s.	0,57	n.s.	n.s.	n.s.	0,67
Immigrés d'origine non européenne	0,52	0,30	1,85	2,60	0,80	0,40
Descendants d'immigrés d'origine européenne	0,83	n.s.	n.s.	n.s.	1,09	1,16
Descendants d'immigrés d'origine non européenne	0,62	0,75	1,84	2,00	n.s.	n.s.
Origine sociale						
Agriculteurs	1,71	n.s.	0,49	0,55	n.s.	n.s.
Artisans, commerçants	n.s.	0,85	0,76	0,86	1,12	1,37
Cadres et chefs d'entreprises de dix salariés ou plus	n.s.	n.s.	0,78	0,88	2,20	2,37
Professions intermédiaires	n.s.	n.s.	0,86	0,94 ¹	1,36	1,38
Employés						
Ouvriers qualifiés	1,25	0,90	n.s.	n.s.	0,75	0,89
Ouvriers non qualifiés	1,15	0,86	1,06 ¹	1,11	0,70	0,75
Personnes n'ayant jamais travaillé	0,78	0,67	1,42	1,65	0,62	0,70

1. Significatif au seuil de 5 %, mais pas de 1 %.

Champ : France métropolitaine.

Lecture : sur la période 2005-2012, à niveau de sortie, origine nationale et sexe donnés, la probabilité d'être au chômage de 1 à 4 ans après la fin des études plutôt qu'en emploi est, pour un enfant de cadre supérieur ou chef d'entreprise de 10 salariés ou plus, égale à 78 % de celle d'un enfant d'employé.

Note : les coefficients correspondent au rapport des chances entre la modalité concernée et celle de référence.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2005-2012.

Un à quatre ans après la fin de la formation initiale, la probabilité d'être au chômage dépend bien sûr du niveau de diplôme. Mais, pour les non-diplômés, elle diffère aussi très sensiblement selon le niveau de sortie, à origine sociale et migratoire donnée. Ainsi, sur 2005-2012, un jeune actif non diplômé n'ayant atteint que la classe de troisième a une probabilité d'être au chômage plutôt qu'en emploi 3,7 fois plus élevée qu'un non-diplômé ayant atteint la terminale. Entre un jeune non diplômé ayant atteint la terminale et un jeune ayant au moins le baccalauréat, l'écart est moindre (2,6). L'impact des origines sociale et migratoire sur la probabilité d'être au chômage est lui aussi important. À autres caractéristiques comparables (y compris le niveau de sortie du système éducatif), entre 1 et 4 ans après la fin des études, les jeunes dont l'origine sociale est favorable à la réussite scolaire ont une probabilité d'être au chômage plutôt qu'en emploi allant

de 0,5 fois (père agriculteur) à 0,9 fois (père profession intermédiaire) celle d'un jeune dont le père est employé. À l'inverse, cette probabilité d'être au chômage est plus élevée que celle d'un jeune dont le père est employé pour ceux dont le père est ouvrier non qualifié ou n'a jamais travaillé. Les jeunes dont le père est non-salarié, cadre ou occupe une profession intermédiaire semblent ainsi bénéficier de meilleurs réseaux que ceux dont le père est employé, ouvrier ou n'a jamais travaillé. Lorsqu'ils sont salariés, les premiers ont trouvé leur emploi par relations familiales, personnelles ou professionnelles dans près de quatre cas sur dix contre moins de trois cas sur dix pour les seconds. De même, les immigrés et descendants d'immigrés d'origine non européenne ont un risque de chômage 1,8 fois supérieur à celui d'un Français d'origine. De 5 à 10 ans après la fin des études, les effets de l'origine sociale, migratoire et du niveau d'études restent de même nature qu'en tout début de vie active, mais leur ampleur a tendance à se réduire, sauf pour l'origine migratoire.

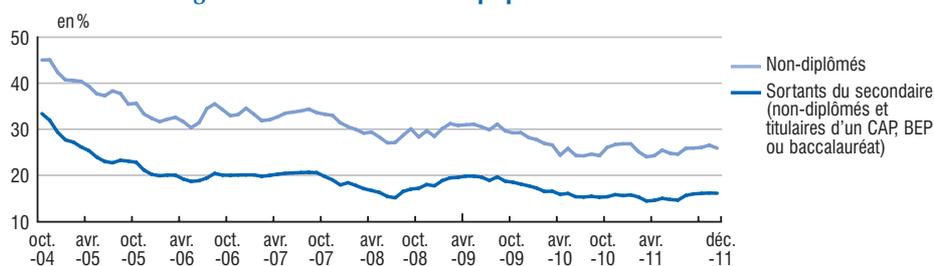
Pour résumer à grands traits, les origines sociales et migratoires ont le même type d'impact sur le taux d'emploi et sur le risque de chômage en début de vie active. On peut toutefois noter qu'il n'apparaît pas de différence en matière de taux d'emploi entre les enfants de cadre et ceux d'employé : si les enfants de cadre ont un risque de chômage moindre, leur probabilité d'activité est moindre elle aussi.

Toutes choses égales par ailleurs, l'origine sociale joue également sur la qualification des emplois occupés par les jeunes de 1 à 4 ans et de 5 à 10 ans après la fin des études. Entre les jeunes dont le père est ouvrier ou n'a jamais travaillé et ceux dont le père est cadre, la probabilité d'occuper un emploi qualifié 1 à 4 ans après la fin des études varie du simple au triple, soit un rapport équivalent à celui qui sépare les sortants qui ne vont pas au-delà de la troisième de ceux ayant un CAP ou un BEP dans les domaines de la production.

Sept ans après la fin des études, les trajectoires des non-diplômés ne sont pas encore stabilisées

Cette partie exploite l'enquête Génération 2004, réalisée auprès des jeunes sortis en 2004 de formation initiale. Ils ont été interrogés en 2007, 2009 et 2011. Ce suivi permet de connaître les trajectoires professionnelles d'une cohorte de jeunes ayant terminé leur formation initiale au même moment. Il complète utilement les données issues de l'enquête Emploi en apportant un éclairage sur la dynamique de l'insertion des jeunes. L'enquête Génération confirme les constats mis en évidence dans les parties précédentes de ce dossier. Ainsi, dans les tout premiers mois suivant la fin de leurs études, le taux de chômage des jeunes sans diplôme de la génération 2004 est de 45 %, soit dix points de plus que celui de l'ensemble des sortants de l'enseignement secondaire. Cet écart perdure tout au long des sept premières années de vie active (figure 4). Le taux de chômage des non-diplômés se stabilise autour de 25 % au début de l'année 2010, c'est-à-dire six ans après l'arrêt des études.

4. Taux de chômage mensuel au cours des sept premières années de vie active



Champ : France Métropolitaine.
Source : Céreq, enquête Génération 2004, interrogation de 2011.

Parmi la génération suivie entre 2004 et 2011, comme parmi les jeunes interrogés dans l'enquête Emploi, les non-diplômés sont dans une situation professionnelle nettement plus défavorable que les diplômés. Le suivi réalisé entre 2004 et 2011 montre en outre que les taux d'emploi des non-diplômés et des diplômés du secondaire convergent peu au fil des ans. Trois ans après la fin des études, les écarts de taux d'emploi sont de 20 points, ils sont encore de 16 points après sept ans (figure 5). Les non-diplômés sont deux fois plus nombreux à être au chômage ou inactifs à chacune des vagues d'interrogation. Pour ceux qui occupent un emploi, un écart subsiste sur le taux d'emploi à durée indéterminée (46 % pour les non-diplômés à sept ans, 68 % pour les diplômés du secondaire). Ces jeunes ont plus fréquemment des emplois à durée déterminée, intérimaires ou aidés, ceci pendant toute la période où ils ont été suivis. Lorsqu'ils travaillent, en dépit de conditions d'emploi moins favorables, huit sur dix déclarent se réaliser professionnellement et vouloir rester dans l'emploi qu'ils occupent.

5. La situation des jeunes de la génération 2004

en %

	Non-diplômés				Diplômés de l'enseignement secondaire			
	1 ^{re}	Au terme de la		7 ^e	1 ^{re}	Au terme de la		7 ^e
		3 ^e	5 ^e			3 ^e	5 ^e	
	année sur le marché du travail				année sur le marché du travail			
	2005	2007	2009	2011	2005	2007	2009	2011
Situation professionnelle								
En emploi	57	56	60	67	75	76	78	83
En contrat à durée indéterminée	20	26	35	46	37	49	60	68
En contrat à durée déterminée	11	8	11	10	15	12	10	9
En contrat d'intérim	12	11	6	8	10	6	4	4
En contrat aidé	11	9	6	2	11	7	3	1
En contrat autre emploi à durée déterminée	3	2	2	1	2	2	2	2
dont : en emploi à temps partiel	...	15	16	12	...	15	14	14
Au chômage	27	29	28	23	13	13	13	11
En inactivité	8	8	7	7	4	4	4	4
En formation	6	5	3	1	4	4	2	1
En reprise d'études	3	3	2	2	4	5	3	1
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100
Satisfaction professionnelle des jeunes en emploi								
Recherchent un autre emploi	...	24	20	21	...	21	15	16
Travaillent et souhaitent rester dans cet emploi	...	71	83	80	...	73	83	79
Se réalisent professionnellement	...	69	79	83	...	76	83	83
S'estiment employés à leur niveau de compétences	...	86	84	83	...	88	87	86
Priorités professionnelles pour tous								
Trouver ou conserver un emploi stable	...	53	50	51	...	46	47	42
Améliorer leur situation professionnelle	...	37	36	33	...	39	35	35
Ménager leur vie hors travail	...	10	13	16	...	15	18	23
Salaire médian mensuel net (en euros)								
À temps plein	...	1 117	1 090	1 078	...	1 164	1 173	1 138
À temps partiel	...	694	708	687	...	729	805	767

Champ : France métropolitaine.

Lecture : au bout de 7 ans de vie active, 67 % des jeunes non diplômés occupent un emploi.

Note : le salaire médian est tel que la moitié des actifs en emploi gagne plus et que l'autre moitié gagne moins ; il s'agit ici du salaire médian net toutes primes comprises.

Source : Céreq, enquête Génération 2004, interrogation de 2011.

Le retour en formation améliore les perspectives professionnelles des jeunes sans diplôme

Suivre pendant sept ans les jeunes sortis en 2004 sans diplôme permet notamment de déterminer si ceux qui reprennent des études et obtiennent un diplôme améliorent significativement leur situation professionnelle. L'acquisition d'un diplôme est loin d'être marginale : au cours des sept premières années suivant la fin de leurs études initiales, environ un jeune sortant sans diplôme sur

quatre en a obtenu un. Celui-ci est de niveau CAP-BEP pour les deux tiers et de niveau bac pour le tiers restant. Ces jeunes l'obtiennent plus fréquemment pendant les trois premières années de vie active. La moitié des sans-diplôme ayant terminé leur formation initiale en 2004 ont acquis ce diplôme entre 2005 et 2007. Deux sur trois étaient en situation de chômage ou d'inactivité au moment où ils ont commencé à préparer ce diplôme. Ils se sont principalement orientés par eux-mêmes ou grâce à leur entourage (63 %) ou suite à un contact avec une mission locale (16 %).

Les jeunes qui ont commencé à préparer ce diplôme alors qu'ils étaient au chômage ou inactifs l'ont fait principalement dans le cadre d'une reprise d'études à temps plein ou en alternance, moins souvent en étant stagiaire de la formation professionnelle. Ils déclarent alors que ce diplôme leur a permis de trouver un emploi pour la moitié d'entre eux ou, dans un cas sur dix, de créer ou reprendre une entreprise. Lorsqu'ils occupaient un emploi avant de commencer à préparer ce diplôme, les jeunes déclarent avoir bénéficié de cours ou stages dans le cadre de leur entreprise ou d'un contrat en alternance. Ils y ont vu l'opportunité d'apprendre un nouveau métier, d'évoluer au sein de leur entreprise, de trouver un emploi dans une autre entreprise. De leur point de vue, obtenir un diplôme a été plutôt bénéfique pour leur parcours professionnel : un peu moins de la moitié déclare que ce diplôme leur a permis d'apprendre un nouveau métier ou de se reconvertir et un peu plus de la moitié que cela leur a permis d'évoluer au sein de leur entreprise.

Les jeunes sortis de formation initiale sans diplôme et qui en ont ensuite obtenu un détiennent plus souvent un emploi. Leur taux d'emploi est supérieur de dix points par rapport aux jeunes ne détenant aucun diplôme (figure 6). Cette différence de taux d'emploi peut-elle être attribuée au diplôme obtenu ou est-elle le reflet de caractéristiques individuelles qui expliqueraient leur propension à obtenir un diplôme ? Les modèles utilisés (encadré 2) montrent que les jeunes qui obtiennent un diplôme en cours de vie active sont significativement différents du point de vue de leurs caractéristiques individuelles. Toutes choses égales par ailleurs, les jeunes non diplômés qui arrivent à obtenir un diplôme ont cependant des probabilités de détenir un emploi qui s'améliorent (+ 5%), comparativement à la situation hypothétique correspondant à l'absence d'acquisition de diplôme après la fin des études initiales. Pour les jeunes qui détenaient déjà un emploi, l'effet sur la probabilité de détenir un emploi à durée indéterminée est significativement positif (+ 7%) de même que l'effet sur la probabilité d'occuper un emploi d'ouvrier ou employé qualifié (+ 4%). ■

6. Situation professionnelle après sept ans de vie active des jeunes sortis de formation initiale sans diplôme

	en %		
	Répartition des sortants sans diplôme	Part de ceux qui ont un emploi en 2011	Part de ceux qui ont un contrat à durée indéterminée parmi ceux qui ont un emploi
Jeunes ayant obtenu un diplôme depuis la fin de leur formation initiale	24	75	71
Jeunes n'ayant pas obtenu de diplôme depuis la fin de formation initiale	76	64	67

Champ : France métropolitaine, ensemble des jeunes sortis de formation initiale sans diplôme en 2004.
Source : Céreq, enquête Génération 2004, interrogation de 2011.

Les modèles utilisés concernant le retour des jeunes en formation

Les résultats s'appuient sur un modèle estimant conjointement la probabilité de détenir un emploi et d'obtenir un diplôme afin de contrôler le biais de sélection lié à l'obtention d'un diplôme et de calculer l'effet de cette obtention. Chaque jeune peut occuper deux états exclusifs : avoir obtenu un diplôme et n'en avoir pas obtenu, avec pour chaque état, une valeur de la variable de résultat, Y , mesurant l'occupation d'un emploi à durée indéterminée ou de niveau employé-ouvrier qualifié. On ne peut pas observer toutes les réalisations de la variable d'intérêt pour chaque individu. La solution consiste à mesurer l'écart entre les jeunes ayant obtenu postérieurement un diplôme et ceux qui n'en n'ont pas obtenu.

Les modèles économétriques estimés sont des modèles à variable qualitative à deux équations. La première permet d'expliquer la probabilité d'obtenir un diplôme. Les variables explicatives sont les suivantes : motif d'arrêt des études en 2004, retard scolaire en sixième, père ouvrier,

au moins un des deux parents né à l'étranger, sexe, nombre de séquences de chômage sur sept ans, contact avec une mission locale, insatisfait de sa situation, période d'obtention du diplôme. L'année d'obtention du diplôme est considérée comme une variable d'exclusion, c'est-à-dire qu'elle détermine la probabilité d'avoir un diplôme mais pas la probabilité de détenir un emploi. La seconde équation permet d'expliquer la probabilité de détenir un emploi sept ans après l'arrêt des études en 2011. Les variables explicatives sont les suivantes : occupait un emploi en 2007, occupait un emploi en préparant le diplôme, sexe, parent ouvrier, au moins un des deux parents né à l'étranger, souhait d'avoir un emploi stable, obtention d'un diplôme. La particularité du modèle est d'inclure dans la seconde équation la variable dépendante de la première (modèle récursif). Les deux équations sont estimées simultanément par maximum de vraisemblance.

Pour en savoir plus

Inégalités des jeunes sur fond de crise, Rapport de l'Observatoire de la jeunesse 2012, La Documentation française.

Le Rhun B., Minni C., « Évolution récente de l'insertion des jeunes sur le marché du travail selon le niveau de diplôme », *Dares analyses* n° 013, 2012.

Bouhia R., Garrouste M., Lebrère A., Ricroh L., De Saint Paul T., « Être sans diplôme aujourd'hui en France : quelles caractéristiques, quels parcours et quel destin ? », *Économie et statistique* n° 443, Insee, 2011.

Minni C., « Participation des jeunes actifs à l'emploi non qualifié, diplôme et conjoncture », in *Le travail non qualifié, permanence et paradoxe*, La Découverte, 2004.

Gasquet C., « Les jeunes sans qualification, un groupe hétérogène, des parcours d'insertion divers », *Bref* n° 202, Céreq, 2002.

Un devoir national : l'insertion des jeunes sans diplôme, Cerc, Rapport n° 09, 2008.

<http://www.cerc.gouv.fr/rapports/rapport9/rapport9cerc.pdf>

Caille J.P., « Le vécu des phases d'orientation en fin de troisième et de seconde », *Éducation et Formation* n° 72, Depp, 2005.

Gehin J.P., Palheta U., « Les devenir socioprofessionnels des sortants sans diplôme : un état des lieux dix ans après la sortie du système éducatif (1998-2008) », *Formation et emploi* n° 118, Céreq, 2012.

Martinelli D., Prost C., « Le domaine d'études est déterminant pour les débuts de carrière », *Insee Première* n° 1313, 2010.